

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4470 - Lundi 7 mai 2018 - Prix : 10 DA

Plongés dans leurs plannings organiques

## Les partis politiques s'animent

Page 3



Portrait d'un investisseur dans la restauration-hôtellerie

## Hakim Gaouaoui : «Je viens partager mon savoir-faire»

Page 4

### La précision apportée par Sameh Choukry

Par Mohamed Habili

**L**e plus remarquable peut-être dans la nouvelle donnée tout récemment par le ministre égyptien des Affaires étrangères, relative à l'envoi de troupes arabes en Syrie, ce n'est pas la nouvelle en elle-même, mais le fait qu'il l'ait livrée comme si elle en était une. Qui ignore en effet que l'Arabie saoudite n'attend que le feu vert de Washington pour envoyer un corps expéditionnaire, en lieu et place des 2 000 soldats américains qui depuis l'année dernière occupent un vaste territoire en Syrie, le plus riche du pays qui plus est, à l'est de l'Euphrate plus particulièrement ? On peut d'autant moins ignorer cette intention chez les Saoudiens qu'ils n'en ont jamais fait mystère, et qu'il y a encore peu leur ministre des Affaires étrangères l'a réitérée en des termes montrant assez que bien loin de s'affaiblir, elle s'est au contraire renforcée avec le temps. Le propos de Sameh Choukry n'en vaut pas moins pour la précision qu'il apporte, encore qu'il ait pris un certain soin de l'entourer de quelque imprécision, eu égard probablement aux bonnes relations de son pays avec l'Arabie saoudite. Ce que le ministre égyptien a révélé, ce n'est pas que ce projet soit des plus sérieux, ce dont à peu près tout le monde est déjà convaincu, mais que son pays n'en fera pas partie. Ce n'est pas aux journalistes, et à travers eux à l'opinion qu'il s'adressait donc, mais aux Saoudiens, auxquels il confirmait la position de son pays, dans l'hypothèse bien sûr où celle-ci ne serait pas tout à fait nouvelle.

Suite en page 3

## Programmés en 2018

# Prochain lancement des chantiers de 60 000 logements AADL



PH/D. R.

Le ministre de l'Habitat, Abdelwahid Temmar, a annoncé le «lancement prochain des travaux de réalisation de plus de 50% des 120 000 unités de logements location-vente de l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL), inscrits au titre du programme de 2018».

Lire page 2

Route transsaharienne/En raison du manque de financement

## Le tronçon du Nord Mali accuse des retards

Page 3

«Le printemps des arts» au Palais de la culture à Alger

## Les œuvres d'une centaine de plasticiens exposées au public

Page 13

Programmés en 2018

# Prochain lancement des chantiers de 60 000 logements AADL

■ Le ministre de l'Habitat, Abdelwahid Temmar, a annoncé le «lancement prochain des travaux de réalisation de plus de 50% des 120 000 unités de logements location-vente de l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL), inscrits au titre du programme de 2018».

Par Thinhinene Khouchi

**A** l'occasion de la cérémonie de remise des clés de 2 000 unités de l'AADL, situées dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah, au profit des souscripteurs du programme 2001-2002 (AADL 1), Temmar a évoqué dans son allocution, le lancement prochain des travaux de réalisation de plus de 50% du programme de l'AADL pour l'exercice 2018, d'un quota de 120 000 unités, et ce, après son approbation, ajoutant que le quota restant de ce programme se trouvait au stade de l'examen et du choix des futurs entrepreneurs chargés de sa réalisation. A ce titre, le ministre a rassuré les souscripteurs que ses services s'attelaient à l'application des instructions du président de la République, car selon lui «chaque personne possédant un ordre de versement bénéficiera d'un logement». Les clés de 2 000 unités du programme AADL 1 ont été remises, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée en présence de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, et du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh. Temmar a dit que cette opération intervenait quelques jours après la distribution de 2 000 unités de logements du programme AADL 1, soulignant que la distribution de ces logements est le résultat des efforts consentis et des fonds alloués par l'Etat au secteur de l'Habitat. À ce titre, le haut responsable du ministère de l'Habitat a affirmé que l'opération de distribution des logements se poursuivrait dans plusieurs wilayas du pays à travers la distribution de plus de 4 000 unités de logements au profit des souscripteurs AADL 1 durant le mois de ramadhan et directement après l'Aïd el Fitr. Le ministre a précisé qu'il s'agissait là des wilayas de Relizane, Batna, Sidi Bel-Abbès, Sétif, Mila, Oran, Béchar, Tiaret, El-Tarf, Laghouat, Bordj, Bou Arreridj, Saïda, Mostaganem, Annaba, M'sila et Mila. L'opération se poursuivra tout l'été avec un quota, allant de 200 à 2 000 unités, a-t-il dit. Temmar a annoncé également la distribution de 1 965 unités de LPP, à partir de la semaine prochaine, à travers plusieurs wilayas dont un quota de 1 000 unités à Alger. Indiquant que la distribution des logements se poursuivra progressivement durant l'année en cours, Temmar a affirmé que son secteur avait accompli plusieurs réalisations au niveau national. A ce propos, il a assuré que son secteur veillait à ce que les agglomé-



Ph.D. R.

mérations soient équipées de toutes les commodités nécessaires aux personnes aux besoins spécifiques. «J'ai donné des instructions fermes pour la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques, en leur assurant toutes les commodités nécessaires, leur permettant de

vivre dignement et de bénéficier d'un logement décent», a-t-il souligné. De son côté, le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a insisté sur la poursuite de la mise en œuvre du programme du président de la République en matière d'habitat, annonçant le lancement prochain de la troisiè-

me phase de la 23<sup>e</sup> opération de relogement qui compte 1 000 unités de logement social participatif et deux mille unités de LPL. Elle sera suivie de la 24<sup>e</sup> opération de relogement, concernant six mille unités de LPL et 2 000 unités de LSP, soit un total de 8 000 logements. Enfin, le wali

d'Alger a saisi cette occasion pour dire que «bien que les intempéries aient empêché la poursuite des travaux d'aménagement des espaces extérieurs, qui seront effectués progressivement, les logements étaient prêts».

T. K.

Washington regrettera «comme jamais» de quitter l'accord nucléaire, avertit Rohani

## Le ton monte entre l'Iran et les États-Unis

**L**e ton est plus vindicatif. L'Iran a averti hier que les États-Unis le regretteront «comme jamais» s'ils décident de sortir de l'accord international sur le nucléaire iranien, comme menace de le faire le président Donald Trump, a déclaré le président Hassan Rohani dans un discours à Sabzevar, dans le nord-ouest de l'Iran, retransmis à la télévision publique. En effet, l'Iran a dressé des plans pour faire face à une éventuelle décision de Donald Trump de dénoncer l'accord sur le programme nucléaire iranien, et si Washington franchit ce pas, les Américains auront des «remords historiques», a déclaré le président iranien. «Nous avons des plans visant à résister à toute décision de Trump sur l'accord nucléaire», a dit le président iranien dans un discours retransmis en direct à la télévision publique. «Les ordres nécessaires ont été donnés à notre organisation de l'énergie atomique [...] et au secteur économique pour faire face aux complots de l'Amérique contre notre pays», a dit le président Rohani. «L'Amérique commettra une erreur si elle sort de l'accord nucléaire ; elle en concevra des

remords historiques», a-t-il continué. Hassan Rohani est cependant resté vague sur la façon dont l'Iran réagirait à un retrait américain de cet accord conclu en juillet 2015. L'accord sur le nucléaire iranien a été conclu à Vienne entre Téhéran et le Groupe 5+1 (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie et Allemagne), avant l'arrivée à la Maison-Blanche de Donald Trump. Il encadre strictement les activités nucléaires de Téhéran de façon à garantir leur nature exclusivement pacifique. Donald Trump a donné aux Européens jusqu'au 12 mai pour trouver un nouveau texte qui remplacerait aux «terribles lacunes» selon lui de l'accord, faute de quoi les États-Unis s'en retireraient.

### Il entretient le flou sur ses intentions

«Aujourd'hui, toutes les tendances politiques, qu'elles soient de droite, de gauche, conservatrices, réformatrices et modérées, sont unies (...) Trump doit savoir que notre peuple est uni, le régime sioniste (Israël, ndr) doit savoir que notre peuple

est uni», a martelé Hassan Rohani. Il a affirmé avoir donné «depuis plusieurs mois les ordres nécessaires», notamment à l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), en prévision de la décision de Donald Trump, sans donner de détails sur la nature de ces consignes. Jeudi, le conseiller pour les affaires internationales du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, était allé plus loin, avertissant que l'Iran quitterait l'accord sur le nucléaire si Washington mettait à exécution sa menace.

### Un accord donnant-donnant

Mercredi, deux responsables de la Maison-Blanche et une source proche de l'administration américaine déclaraient que Donald Trump avait déjà quasiment décidé de sortir de l'accord de 2015 sur le programme nucléaire iranien. Cet accord conclu entre Téhéran et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne (P5 + 1) a conduit l'Iran à mettre son programme nucléaire en sourdine en échan-

ge d'un allègement des sanctions économiques imposées pendant des années à la République islamique.

### Le 12 mai en ligne de mire

La tension est montée à l'approche de l'échéance du 12 mai fixée par le président américain concernant l'accord signé à Vienne. Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne restent attachés à l'accord nucléaire en tant que tel, mais désormais, pour éviter que Washington ne s'en retire, ces pays européens souhaitent engager des discussions avec Téhéran sur son programme de missiles balistiques et sur ses activités nucléaires au-delà de 2025 – année où les clauses principales de l'accord expireront – mais aussi sur son rôle dans des conflits du Moyen-Orient comme la Syrie et le Yémen. «Nous ne négocierons avec personne sur nos armements et notre défense, et nous fabriquerons et entreposerons autant d'armes, d'installations et de missiles que nécessaire», a assuré Hassan Rohani.

Meriem Benchaouia / agences

Plongés dans leurs plannings organiques

# Les partis politiques s'animent

■ Ce sont toujours les mêmes, ou presque, qui s'y mettent. Depuis les dernières élections locales, certains partis tentent d'animer et de se maintenir dans l'écho de la scène politique nationale à travers un planning d'activités certes organiques, mais qui ne resteront pas sans atteindre leurs bases militantes.

Par Lynda Naili

De ce fait, même si les échéances présidentielles d'avril 2019 ne semblent pas être le sujet porté à l'ordre du jour, du moins en apparence, des rencontres partisans, il n'en demeure pas moins que les discours des têtes de partis ont du mal à se démarquer de la monotonie des redits. Hormis quelques formations, notamment de l'opposition, qui se hasarderont à révoquer certaines décisions gouvernementales ou autres dispositions contenues dans les projets de loi présentés à l'Assemblée populaire nationale, la majorité se peaufine à déployer, sans pour autant proposer des solutions concrètes, des sujets classiques de campagne électorale tels que la jeunesse, la cohésion nationale, l'approfondissement des réformes, les défis socio-économiques et politique à relever... L'on retiendra notamment à ce propos, l'appel lancé avant-hier par le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, à tous les acteurs politiques «à consentir davantage d'efforts» pour consolider la cohésion nationale et approfondir les réformes, afin de «relever les différents défis auxquels fait face le pays». Citant «la conjoncture actuelle du pays» qui «nécessite une prise en charge des défis socio-économiques et politiques», il aura insisté sur «la disponibilité de tous les fondements économiques pour la réalisation du développement». Ce que reprendra à quelques termes près le président du Front El-Moustakbel, Abdelaziz Belaid qui a appelé «à associer toutes les composantes de la société civile à l'effort de développement et de redressement du pays dans tous les domaines». Ceci avant de souligner «la nécessité d'investir dans les ressources minières que recèle le pays dans le but d'amé-



liorer les conditions de vie des citoyens». Dans l'enchaînement de ces discours creux, le président du parti Tadjamoue Amel El Jazair (TAJ), Amar Ghoul, choisira la question de la jeunesse. Une question essentielle et critique pour laquelle il se contentera d'appeler à une prise en charge «urgente, durable et professionnelle» du dossier de la jeunesse qui demeure une «priorité nationale». Lui aussi, s'abstenant du comment, plaidera pour «l'édification d'une économie nationale hors hydrocarbures, fondée sur l'agriculture, l'industrie, le tourisme, les services, l'économie du savoir et les énergies renouvelables pour générer des ressources nouvelles et transformer en pôle sur le continent africain». Quant au président de Jil Jadid, Sofiane Djilali, affirmant disposer d'«un projet de société clair et réel», il s'épargnera l'effort de communication pour le détailler et invitera «les



citoyens à le consulter et l'apprécier». Pourtant sur ce volet (communication), il expliquera la perte de confiance des citoyens envers la classe politique par le «manque de débat et de communication sur les questions qui intéressent les citoyens de manière directe». Bien évidemment, le bilan du gouvernement et les questions économiques récurrentes du pays auront été abordés par d'autres, sauf qu'eux aussi resteront dans les vagues formules. C'est sur quoi le président du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounés, s'est prononcé en soulignant la nécessité d'engager en urgence des réformes «profondes et progressives» pour «sortir l'économie nationale de la dépendance aux hydrocarbures». Plaidant ainsi pour une politique économique «libre et diversifiée, basée essentiellement sur l'investissement privé», l'amélioration du climat des affaires et la



protection du produit national. Mieux. Pour lui, le gel de l'importation de certains produits «a provoqué l'augmentation des prix des produits fabriqués localement et créé par là même des situations de monopole». Pour sa part, le parti du Front de libération nationale qui connaît ces derniers temps un remue-ménage, se voue à préparer un document d'évaluation des réalisations du Président Bouteflika. Lequel document chiffré, une fois finalisé, sera présenté à la prochaine session du comité central du parti, prévue en juin et remis au chef de l'Etat. Outre l'élaboration de ce document, le secrétaire général du FLN, Djamel Ould Abbès, a abordé les questions de l'unité et solidarité nationales, des acquis réalisés sur le plan du renforcement de l'identité nationale et du rôle des jeunes et de la femme sur la scène politique et celui de la presse.

L. N.

Route transsaharienne/En raison du manque de financement

## Le tronçon du Nord Mali accuse des retards

Tout en indiquant que les travaux de la route transsaharienne destinée à relier six pays, (Algérie, Tunisie, Mali, Niger, Tchad et Nigéria) ont beaucoup évolué, le SG du Comité de liaison de cette route indique que cette importante infrastructure éprouve quelques difficultés à entrer totalement en exploitation en raison des questions de financement de certains tronçons. Invité de la rédaction de la Chaîne III, de la Radio nationale, Mohamed Ayadi, secrétaire du Comité de liaison de la route transsaharienne, fait savoir que les travaux ont beaucoup évolué, expliquant que chacun des pays reliés par cet ouvrage a, en fonction de ses moyens, avancé «au

gré des années». Une fois ces travaux terminés, cette route est appelée, précise-t-il, à se déployer sur quelque 56 000 km. L'intervenant rappelle toutefois que l'Algérie a contribué à la réalisation du plus long itinéraire et, dans le même temps, a apporté sa «crédibilisation» de cette infrastructure d'envergure continentale. A propos de l'importance de ce vecteur des échanges Sud-Nord-Sud, il note que les exportations vers les régions sahéliennes n'ont pas été marquées pour l'Algérie, du fait que ce segment ne représente qu'à peine 1% des échanges. Selon l'invité de la Chaîne III, il est nécessaire de renforcer davantage les liens avec les pays déjà reliés à cette voie de

communication. Concernant les travaux d'avancement en cours, M. Ayadi annonce que sur l'axe majeur reliant l'Algérie au Nigeria, il ne reste plus que le tronçon reliant Arlit à Samaca à terminer, relevant au passage la persistance de problèmes dans la région du Nord Mali, provoqués par des retards en moyens d'équipements liés à des difficultés de financement. «Du côté algérien, des zones entières ont été désenclavées, d'ailleurs le projet est très avancé de ce côté, mais le tracé qui pose problème est celui de la région Nord Mali», dira Mohamed Ayadi, soulignant que le problème avec ce tronçon est lié à l'absence d'une stratégie pour remédier à ce problème. «Nous essayons

de trouver des financements pour faire une étude d'aménagement afin d'avoir une vision cohérente sur ce problème», détaille l'invité de la rédaction. La partie qui reste concerne les 200 km qui nous relient à Ain Guezzam. Sur la section frontalière avec l'Algérie, 100 km seront achevés d'ici la fin de l'année et les autres 100 km restants, réalisés par une entreprise algérienne, seront achevés d'ici 2019, fait encore savoir le secrétaire du Comité de liaison de la route transsaharienne. A propos de l'importance de cette voie de communication du continent, l'invité dira qu'elle est citée dans les grandes rencontres internationales comme un exemple de coopération et d'échanges «por-

LA QUESTION DU JOUR

## La précision apportée par Sameh Choukry

Suite de la page une

Le plus probable en effet est que la question a été débattue entre les deux pays, que l'Egypte a déjà exprimé ses réticences à cet égard, mais peut-être qu'elle a employé pour cela un langage suffisamment diplomatique et arrondi pour autoriser bien des interprétations. Il y avait un doute sur l'attitude finale de l'Egypte sur un sujet aussi crucial, ce doute est maintenant levé. Ce n'est pas rien pour les autres pays de la région. Maintenant que l'ambiguïté égyptienne est tombée, on peut savoir par avance quels sont les pays qui répondront favorablement à la demande saoudienne de constituer un corps expéditionnaire arabe, et quels sont qui s'y refuseront. On sait que ni l'Irak, ni le Liban, ni l'Algérie, ni Oman n'y seront. On ne peut pas être affirmatif quant à la Tunisie, même si la probabilité qu'elle n'y soit pas soit la plus forte. Pas de doute à avoir non plus pour ce qui est des pays qui y seront, en plus bien sûr de l'Arabie saoudite : les Emirats, le Bahreïn, la Jordanie, et le Qatar, pour qui c'est là une bonne occasion de se réconcilier avec ses boycotteurs, exception faite de l'Egypte. Ne parlons pas de la Libye, qui n'a plus ni Etat ni armée. Savoir dès maintenant à quel parti se résoudront le Soudan et la Maurétanie n'est pas chose facile non plus. Par contre, pas de doute à avoir en ce qui concerne le Maroc, du reste déjà partie prenante de la coalition qui se bat au Yémen, au prix de crimes innombrables à l'encontre du peuple yéménite, bien qu'il ait à ce qu'il semble rappeler les avions qu'il y a envoyés : il y sera. Et il y sera, non pas comme les autres membres de la coalition pour endiguer l'influence iranienne, mais pour essayer de voir comment amener l'Algérie dans le collimateur de la coalition. Mais davantage des puissances qui la soutiendront, et tout d'abord militairement : les Etats-Unis, nombre de pays de l'Otan, et Israël. L'armée marocaine enverra des troupes en Syrie, moins pour renforcer le camp sunnite vis-à-vis des chiites que pour passer un pacte de sang avec des puissances qui ensuite ne pourront, croit-il, que le soutenir dans le cas d'un conflit déclaré avec l'Algérie. Au fond, il se moque bien des fureurs du Machrek, lettres mortes au Maghreb; ce qu'il veut, c'est profiter de la situation pour régulariser une annexion faite par la force d'un territoire qui ne lui appartient pas. M. H.

teur d'espoir». S'agissant de la rentabilité de cette route, Mohamed Ayadi indique qu'il serait souhaitable d'installer un comité pour définir les objectifs.

Louiza Ait Ramdane

Portrait d'un investisseur dans la restauration-hôtellerie

# Hakim Gaouaoui : «Je viens partager mon savoir-faire»

■ Avec une réussite bien bâtie ailleurs et une renommée reconnue dans le pays de la gastronomie française, Hakim Gaouaoui à Alger donne l'image de celui qui revient à la maison après une longue absence. De parents algériens, partis un jour, comme nombre de nos compatriotes, tenter l'émigration, il revient aujourd'hui avec, dans ses valises, la force de l'âge mûr, la détermination et un savoir-faire qu'il veut, comme une galette, partager avec d'autres Algériens ici, au pays de ses racines.

Par Samira Mana

**L**e pays, il le connaît. Des va-et-vient incessants et inlassables qu'il fait avec, toujours, le même sentiment de : «Je reviens parce que c'est ma responsabilité en tant qu'Algérien». Il rêve d'ouvrir son restaurant dans le pays de ses origines, une sorte de quête de consécration qu'il nourrit, chérit et adopte comme objectif ultime devant couronner tout une carrière. C'est «un appel du cœur», dit-il en termes simples et pleins d'affection que tout Algérien entend, quelles que soient les distances et les circonstances.

## A 17 ans, il était livreur de pizza, à 30 il devient P-DG

Il fait son entrée dans le milieu prestigieux de la restauration française presque par effraction, la magie a pris aussitôt. Un premier restaurant, un deuxième, puis une bonne dizaine au total qu'il égrène dans les rues de Paris. Par passion au début, puis pour faire ce métier, il faut aussi se spécialiser : «La cuisine c'est une chimie et aussi une alchimie qui s'opère», explique-t-il. L'art de la belle table s'acquiert comme «une science à coups d'effort, de sérieux et de précision». C'est un art où le plat est mis en valeur avec tout un environnement qui prête à la détente. On vient au restaurant pour passer un moment agréable, «c'est ce que j'offre à mes invités, c'est comme à la maison, on reçoit des gens, on est contents, on s'en occupe, ils vous aiment, ils reviennent». Le tout, est de réussir cette mixture de passion et de savoir pour offrir à ses clients ou convives un moment de bonheur.

## Mais est-ce possible en Algérie ?

Le doute, pas du tout. Toutes les conditions sont là, dit-il spontanément. «Les produits existent, les facilités accordées par l'Etat pour l'investissement dans le secteur de la restauration et le tourisme en général existent et la beauté du pays en prime», tout est possible et «nous avons la chance d'avoir un pays qui offre tellement d'opportunités d'investissement pour faire de grandes choses». Certes, dans le détail, le secteur souffre de certains manques comme la formation de la ressource humaine, mais là encore, le problème n'est pas propre à l'Algérie, «le tout, est de pouvoir dispenser une formation qui soit adaptée aux valeurs



P.M.E. Soraya/J.A.

nationales et conformes aux normes internationales». En professionnel averti, il explique : «On n'attend pas que l'Etat prenne cela en charge, la formation est de la responsabilité des établissements eux-mêmes».

## Les chefs étoilés dont Philippe Le Gendre, ses invités à Alger

Gaouaoui était accompagné à Alger, lors de son dernier séjour, de chefs qui collaborent déjà avec lui, en l'occurrence le chef Philippe Legendre, meilleur ouvrier de France, 3 étoiles à son actif au Guide Michelin, et le célèbre Norbert Tarayre, chef révélé par l'émission «TOP CHEF», comme une promesse qu'il tient à l'occasion spéciale de sceller une amitié avec l'hôtel El Aurassi. Aux détours d'un hasard et en gage de bonne volonté, l'homme d'affaires va faire le geste élégant de prendre à sa charge cinq chefs cuisiniers de l'Hôtel El Aurassi en formation dans ses établissements et quatre maîtres d'hôtel, une expérience dont se souviendront longtemps les concernés qui ont eu à côtoyer les grands chefs français et pris connaissance de ce qui se fait en matière de gastronomie élaborée ailleurs. C'est à l'occasion de leur retour que Hakim va organiser une table et, à ses frais, célébrer ce premier contact avec le secteur touristique algérien. Hakim en est

convaincu. Ce qu'il faut savoir «c'est que la restauration, tout comme le tourisme en général, le contact avec l'étranger est très important. On apprend de l'autre et on évolue parce qu'on est au fait de ce qui se fait ailleurs et on fait sa mise à jour».

## «On sait faire du made in Algeria»

Mais quel regard porte cet investisseur sur le secteur touristique en Algérie ? «Les infrastructures sont là, les crédits et les conditions d'investissement sont aussi réunis». Ravi de savoir que l'Etat fasse beaucoup dans les facilités et surtout il y a cette volonté de développer un secteur qui peut apporter beaucoup pour l'économie «avec des retombées certaines sur la société, l'emploi notamment et aussi les activités économiques et commerciales» qui viennent s'y greffer. «Vous savez, le tourisme c'est une industrie, tous les secteurs sont interconnectés pour créer la plus-value recherchée».

En termes simples et circonscrits, il décrit les besoins en formation, de commercialisation des produits de qualité et de disponibilité, car «pour faire un bon plat, il faut de bons ingrédients». Ce n'est pas sorcier, tout s'apprend pour peu qu'il y ait cette volonté de bien faire, ce qui ne manquera pas de se répercuter sur l'attractivité du secteur. «En tant qu'Algérien, j'ai décidé de

m'installer en Algérie pour renvoyer cette image d'un pays qui évolue, qui s'ouvre et qui ne demande que des compétences nationales et étrangères viennent contribuer à son essor. Je fais le premier pas et je suis sûr que d'autres suivront».

Confiant en un marché qui a tout à offrir et pour lequel il y a tellement à offrir, Gaouaoui est de ceux qui croient en la magie de l'image, c'est la mondialisation qui le veut, en ce moment, c'est vrai que cette image est «terne et peu lisible», dira-t-il avec regret, pour lui, la «promotion de la destination de l'Algérie doit être claire, elle doit être présentée aux investisseurs comme aux touristes dans ses plus beaux atours et à travers des actions concrètes made in Algeria et on sait le faire».

A la question, comment ?, il répond par «le haut», soit «tirer le tourisme vers le haut». C'est une question de choix, le développement du tourisme ne peut s'accommoder du copier-coller, «c'est surtout ce qu'il ne faut pas faire». Sa vision : partir des infrastructures existantes pour en faire une destination haut de gamme, car «plus rentable et moins difficile à gérer». En tant que professionnel, il aborde la question sous l'angle de la stratégie établie de tout le secteur pour lequel il faut «créer cette dynamique et renvoyer l'image d'un pays stable, un pays où l'on peut faire de grandes choses,

car il offre tellement d'opportunités et de perspectives d'avenir». Pour cet homme d'affaires averti, «il n'y a qu'à regarder autour de soi pour voir tout ce potentiel qui ne demande qu'à être exploité», et qu'il est important de «capitaliser cette diversité géographique, rentabiliser les infrastructures existantes et organiser la connexion des autres secteurs autour du secteur touristique pour qu'il puisse répondre à la demande». Et de poursuivre : «Comme je le disais, le secteur va apporter beaucoup, tant sur le plan économique du fait de l'impact sur le développement de certaines activités, industrielles et agricoles que humain, l'Algérien est connu pour être tolérant envers l'autre et accueillant, ce qui est un atout de taille». Il poursuivra son analyse en affirmant, avec conviction, que «l'Algérie a les possibilités de s'offrir un modèle qui lui soit propre, c'est-à-dire cohérent avec la spécificité culturelle, économique et sociale du pays et qui peut exporter un savoir-faire qui ne demande, comme je le disais, qu'à être connu ailleurs».

## «Ça m'a fait chaud au cœur d'être écouté»

L'Algérie, c'est aussi cette terre où l'on sait écouter. Lors de ses rencontres, il eut des entretiens avec de hauts responsables du secteur touristique en Algérie. Gaouaoui s'en souvient comme de belles «rencontres, profitables et de haut niveau professionnel». Rasséréné, il dira : «J'ai rencontré des responsables, dont le ministre lui-même, à qui j'ai demandé l'autorisation de faire des propositions aux responsables concernés, ce qu'il a accepté avec plaisir. Cela m'a fait chaud au cœur que des responsables prêtent écoute aux propositions des professionnels».

Lesquelles propositions que cet homme d'affaires a eu à faire en visitant certaines structures et établissements qui sont des «joyaux touristiques» et pourtant il est «dommage, l'Etat injecte tant d'argent pour leur réhabilitation, mais certains ne sont pas aux normes requises pour parfaire la carte touristique made in Algeria».

Nous avons rencontré Hakim Gaouaoui alors qui s'appretait à reprendre l'avion. En guise d'au revoir il dira : «Je reviendrai très vite. Mon rêve est que mes enfants puissent un jour s'établir dans mon pays».

S.M. in Algerieonline

Garantie des dépôts bancaires

# Le fonds d'indemnisation des épargnants augmenté à 2 millions DA

■ Le fonds d'indemnisation des épargnants a été augmenté pour passer de 600 000 DA à deux millions de DA dans le cadre de la garantie des dépôts bancaires des épargnants, a appris hier l'APS auprès de responsables de la Banque d'Algérie.

Par Salem K.

Ce nouveau règlement a été adopté par le Conseil de la monnaie et du crédit dans sa session tenue le 30 avril dernier, en modifiant et complétant le règlement n° 04-03 du 4 mars 2004 relatif au système de garantie des dépôts bancaires. Le système actuel, régissant la garantie des dépôts bancaires, en vigueur depuis 2004, «a fait l'objet, à travers, le nouveau règlement, de refondation dans son mode d'indemnisation des épargnants ainsi que sur les modalités de son fonctionnement», explique la même source. A ce titre, le fonds d'indemnisation par déposant, initialement fixé à 600 000 DA, est porté à 2 millions de DA, au terme de la modification de l'article 8 du règlement n° 04-03 du 4 mars 2004. Ce plafond «s'applique à l'ensemble des dépôts d'un même déposant, auprès d'une même banque quel que soit le nombre de dépôts et la devise concernée», soulignent les mêmes responsables. Concernant les objectifs de cette actualisation du niveau de la

garantie, il s'agit d'«instaurer et de conforter la relation de confiance du déposant vis-à-vis du secteur bancaire et d'insuffler une dynamique à l'inclusion financière», détaillent-ils. Cette mesure vise également à «adapter le niveau de cette garantie aux pratiques usitées dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) et de s'inscrire dans une approche consistant à observer, de façon progressive, les normes édictées en la matière, notamment la crédibilité du niveau de couverture de l'indemnisation», expliquent-ils. De surcroît, cette actualisation de l'indemnisation constitue un «signe fort de protection de l'épargnant dans un système bancaire sain et rentable», soutient la même source. En effet, poursuivent les responsables de la Banque d'Algérie, «les capacités de résilience du système bancaire national aux chocs externes ont été éprouvées, et ce, quatre années durant». A ce propos, ils font savoir que le système bancaire national est resté «adéquatement capitalisé et rentable», sachant que son ratio de solvabilité moyen s'est situé à 19,6% à



P.H.D.R.

fin exercice 2017. Ce nouveau seuil de 2 millions de DA «constitue un jalon supplémentaire en tant que stimulant à l'acte d'épargne dans le cadre d'une large inclusion financière basée sur des règles de sécurité et de confiance», assurent-ils. Pour rappel, le système de garantie

des dépôts bancaires a été instauré en 2004 dans le but d'indemniser les déposants en cas d'indisponibilité de leurs dépôts bancaires. A ce titre, les banques nationales ainsi que les succursales de banques étrangères activant en Algérie sont tenues d'adhérer au système de garan-

tie des dépôts bancaires. Le fonds de garantie des dépôts bancaires (Fgdb) est géré par la Société de garantie des dépôts bancaires. Les banques doivent souscrire au capital de la Société de garantie des dépôts bancaires, qui est réparti, à parts égales, entre elles. A. D./APS

Transports

## L'impératif d'entretenir et de préserver les infrastructures de base

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, a appelé à Alger, à accorder une importance «extrême» à l'entretien et à la préservation des infrastructures de base réalisées dans le secteur. «Il ne suffit pas de réaliser des projets, il faut également accorder une importance extrême aux infrastructures de base réceptionnées, à travers l'intensification des opérations d'entretien, de suivi et de contrôle, et ce avec la même volonté que celle exprimée pour la réalisation des projets, voire plus», a indiqué M. Zaalane, à l'occasion d'une rencontre avec les cadres du secteur aux niveaux central et local. L'entretien et la préservation des infrastructures de base doivent être «au centre de la politique du

secteur», a affirmé le ministre, soulignant que son département avait procédé, ces deux dernières décennies, à la livraison de grands projets, mis en exploitation, qu'il a qualifiés de «legs à préserver». Il a rappelé, à ce propos, qu'une enveloppe de plus de 130 milliards USD avait été allouée depuis 1999, dans le cadre du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, au secteur pour le développement des infrastructures de base du pays, en vue notamment d'assurer un service public de qualité aux citoyens. Parmi ces grands projets, M. Zaalane a cité la réalisation de 1 200 km dans le cadre du projet d'autoroute est-ouest, 24 000 km de nouveaux chemins de wilayas et communaux, 24 000 km de

nouvelles voies ferrées, 6 nouveaux aéroports, 20 ports et abris de pêche, 18 km de lignes de métro, des projets de tramways dans 7 villes et 10 lignes de téléphériques, outre la modernisation des flottes aérienne et maritime, des transports urbain, suburbain et ferroviaire et de leurs structures d'accueil. «Pour le réseau routier d'une longueur de 126 900 km dont 30 000 km de routes nationales, les normes internationales nous imposent la maintenance de 10% par an de ces routes, soit 3 000 km au minimum», a précisé le ministre. Compte tenu de la conjoncture financière du pays, les enveloppes consacrées à l'entretien ont été revues à la baisse, a fait savoir M. Zaalane, précisant que dans le cadre du programme

2018 du secteur, qui sera lancé prochainement, le ministère veillera à la mise en œuvre des programmes d'entretien des différentes infrastructures. A ce propos, le ministre a appelé les responsables du secteur à améliorer et développer les plans d'intervention lors des intempéries, pour préserver les infrastructures et assurer la fluidité du trafic routier. Dans ce sillage, il a mis l'accent sur la nécessité de prendre les mesures garantissant la sécurité routière, à travers la suppression des points noirs et le contrôle périodique des routes. Le ministre des Transports a appelé à l'élaboration de cahiers de charges relatifs aux appels d'offres des projets programmés, de manière à prédéfinir avec exactitude les

besoins à couvrir. M. Zaalane a évoqué, en outre, l'importance de l'utilisation des technologies modernes dans la réalisation, pour assurer une meilleure qualité et économiser du temps. Abordant le projet de «mise à jour» des textes de loi, le ministre a exhorté les responsables du secteur à «prendre part à l'élaboration, à la révision et à la mise à jour des textes de loi régissant les activités du secteur». Plusieurs décrets et décisions régissant le secteur n'ont pas été encore promulgués dont certains ne sont plus en adéquation avec la conjoncture actuelle, a-t-il dit, indiquant qu'il avait donné des instructions, en vue d'accélérer l'élaboration de ces textes dans les plus brefs délais.

S.O.

Pétrole

## Le prix du panier de l'Opep à 70,66 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi à 70,66 dollars le baril, a indiqué cette Organisation sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze (14) types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Mercredi dernier, les prix du panier de référence du brut de l'Opep était de 70,47 dollars, tandis que les cours de l'or noir ont terminé la semaine en hausse.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a fini à 74,87 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,25 dollar par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de juin a gagné 1,29 dollar, à 69,72 dollars, au plus haut depuis la fin 2014. Pour rappel, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses dix partenaires ont atteint en mars dernier, un niveau de conformité record de 149%, avec leurs engagements de réduction de la production pétrolière. Ces efforts collectifs «conti-

nent de donner des résultats positifs», avait estimé le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (JMMC). Ce Comité avait précisé à ce propos que les niveaux des stocks commerciaux de brut de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), ont été ajustés, passant de 3,12 milliards de barils en juillet 2016 à 2,83 milliards de barils en mars 2018, soit une baisse de 300 millions de barils. En outre, l'Opep a revu en légère hausse sa prévision de production de pétrole aux Etats-Unis pour 2018. Dans son dernier rapport mensuel, l'organisation a ainsi

revu en hausse de 0,08 million de barils par jour (mb/j) son estimation de la production non-Opep cette année: elle devrait atteindre 59,61 mbj, soit une croissance de 1,71 mbj sur un an. «Les principaux moteurs de la croissance en 2018 sont les Etats-Unis (1,50 mb/j), le Canada (0,29 mb/j) et le Brésil (0,21 mb/j)», a souligné l'Organisation. Pour ce qui est de la croissance de la demande mondiale pour 2018, elle devrait pour sa part atteindre 1,63 million de barils par jour (mb/j), une prévision relevée par rapport au mois précédent, pour atteindre une demande de 97,07 mbj.

R.E.

Tizi-Ouzou / Fête du lait d'Imaloussen

# Un village qui allie le pittoresque à la sécurité alimentaire

■ Le village Imaloussen qui est l'un des plus importants bassins laitiers du pays contribue efficacement à la sécurité alimentaire au plan local et national, a indiqué à Tizi-Ouzou, le directeur central chargé de la régulation et du développement de la production agricole au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Omari Chérif.

Par Lyes B.

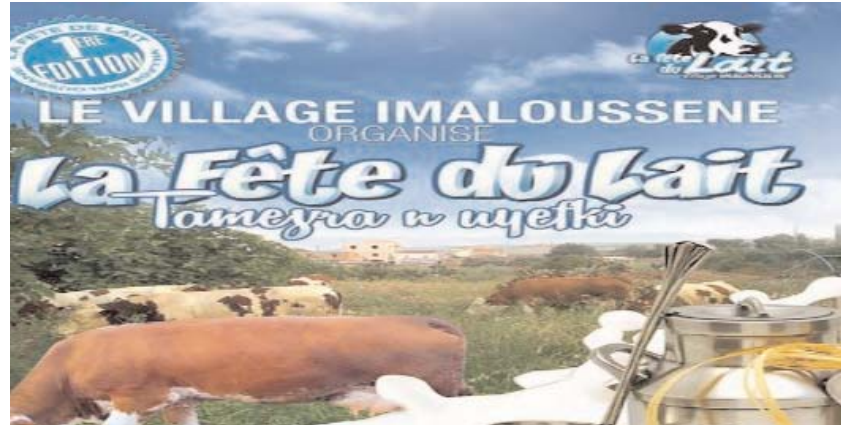
Présent à la cinquième édition de la fête du lait d'Imaloussen, un village relevant de la commune de Timizart (30 km au nord-est de Tizi-Ouzou), Omari Chérif a observé que «la filière lait en plus d'être structurante par rapport à la question de la sécurité alimentaire elle est aussi un vecteur de développement rural permet d'améliorer les revenus des ménages dans les villages». Il a rappelé que le ministère qu'il représente accompagne les intervenants dans cette filière

## Oran Des maîtres artisans formés dans le cadre d'une convention avec le Fnac

UNE CONVENTION signée entre le Fonds national de développement de l'apprentissage et de la formation continue (Fnac) et la direction de tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Oran, a permis de former une soixantaine de maîtres artisans, a indiqué le chef de service de l'artisanat à la même direction. Quatre groupes, soit 63 maîtres artisans, ont déjà bénéficié de formations touchant les spécialités de la pâtisserie, de la boulangerie, de la gestion des agences de voyages et du modélisme. Un cinquième groupe sera formé dans les métiers de l'hôtellerie, a précisé à l'APS Rachid Bendouda. «La demande est très forte dans certains domaines tels que l'hôtellerie. La formation de maîtres artisans permettra d'y répondre en garantissant un accompagnement efficace pour la formation de jeunes, prêts à intégrer le marché du travail», a souligné le responsable, rappelant que le marché de l'hôtellerie est en pleine expansion dans la wilaya d'Oran. La convention, signée avec le Fnac au début de cette année, vise à former des formateurs dans différents métiers, a précisé M. Bendouda, soulignant que le programme s'étend sur deux ou trois années. Il s'agit de former des maîtres artisans qui seront chargés par la suite de former d'autres artisans dans différents métiers, a noté le responsable, ajoutant que ceux-ci seront appelés à animer des formations dans d'autres régions du pays. Le choix des candidats se fait sur étude de dossier. La formation, gratuite, se déroule au niveau du CFPD d'Es-Seddikia, a-t-il fait savoir. R.R.

afin de la développer, en soutenant entre autre l'importation de génisses, l'achat de l'aliment de bétail et la production de lait cru. «Le message du président de la République Abdelaziz Bouteflika, à l'occasion des assises nationales de l'agriculture, en avril dernier, a confirmé le soutien de l'Etat au secteur de l'agriculture», a-t-il ajouté. Soulignant qu'aujourd'hui l'agriculture est le secteur moteur de développement économique national, ce même responsable a lancé un appel à tous les agriculteurs et aux différents intervenants dans le secteur en vue d'accompagner la filière lait notamment dans la transformation et l'amélioration de la collecte et de la performance des élevages pour une meilleure productivité. «Le ministre de l'Agriculture intervient, pour sa part, dans la formation, la vulgarisation, et les différents soutiens à cette activité», a-t-il dit.

M. Omari a aussi insisté sur l'importance de l'organisation des filières, le conseil interprofessionnel du lait créé récemment constituera un espace d'échange très important pour l'ensemble des intervenants et de développement de la filière. Il a par ailleurs invité les agriculteurs à se structurer en coopératives afin de



bénéficier des avantages qu'offre ce type d'organisation, ajoutant que «la présence du ministère de l'Agriculture à cette 6<sup>e</sup> édition de la fête du lait d'Imaloussen est un signe fort de la disposition de l'Etat à accompagner le développement rural et agricole dans toutes ses dimensions». De son côté le wali de Tizi-Ouzou Mohammed Bouderbali, a rendu hommage aux jeunes d'Imaloussen qui maintiennent l'activité d'élevage dans leur village, relevant que «cette activité a été lancée et confortée par leurs

ainés mais elle est, aujourd'hui, adoptée par les jeunes». Pour sa part, le président de l'Assemblée populaire de wilaya, Youcef Aouchiche, a rappelé que son instance encourage et accompagne toutes les bonnes volontés visant à donner de l'essor au développement économique local et national. «Le secteur de l'agriculture notamment la filière lait, joue un rôle important dans cette démarche», a-t-il noté. Cette édition a été animée par une trentaine d'exposants. Le président du comité de village

d'Imaloussen, Mustapha Tama a souligné que cette fête est devenue un carrefour économique qui permet de réunir les différents acteurs intervenants dans le secteur agricole et la filière lait en particulier et qui permet de valoriser celle-ci et le métier d'éleveur, de créer un espace d'échange et de sensibilisation des différents intervenants sur les potentialités du secteur de l'Agriculture et de son importance dans la création de la valeur ajoutée et de l'emploi.

L. B./APS

## Mostaganem

### Aménagement de trois abris de pêche à Salamandre, Stidia et Sidi Lakhdar

Trois abris de pêche à Salamandre, Stidia et Sidi Lakhdar dans la wilaya de Mostaganem ont été aménagés pour la coupe de filets de pêche pour une enveloppe financière de 27 millions DA, a-t-on appris du directeur de la pêche et des ressources halieutiques. Lors de la 6<sup>e</sup> édition de la campagne nationale «Ports et barrages bleus 2018», Toufik Rahmani a souligné que ces structures ont été aménagées au port de Salamandre (Mostaganem), Petit port de Sidi Lakhdar et au village des pêcheurs de la plage de Stidia pour améliorer les conditions de travail des professionnels de la mer et développer la pêche artisanale. De vastes opérations de nettoyage de ces infrastructures ont été organisées au port de pêche et

de plaisance de Salamandre, à Petit port de Sidi Lakhdar et au barrage de Oued Chellif dans la commune de Oued El Kheir, avec la participation de plus de 200 bénévoles. Quelque 30 plongeurs professionnels de la Protection civile et d'associations de plongée sous-marine ont pris part à la levée des déchets solides des fonds marins, de plans d'eau et de bassins dont du bois, de l'acier, du plastique, des filets et du caoutchouc. Des travailleurs de l'entreprise publique de nettoyage «Mostaganem net» et l'entreprise publique de gestion des centres d'enfouissement technique de la wilaya de Mostaganem et des bénévoles des Scouts musulmans algériens (SMA) ont participé au nettoyage et au ramassage des déchets. En marge de

cette manifestation placée sous le slogan «Œuvrons ensemble pour une pêche diversifiée et une aquaculture durable», une exposition environnementale a été organisée avec la participation d'associations de sports nautiques dont le voile, la plongée et la pêche sous-marine et de clubs verts, qui ont animé des ateliers de dessin et des travaux manuels. Cette opération, qui coïncide avec le lancement de la campagne de la pêche du thon rouge et de la sardine à Mostaganem, vise à relever le degré de conscience chez les pêcheurs sur l'importance de préserver l'environnement marin et de nettoyer les infrastructures portuaires et les barrages de manière permanente et durable.

Hocine A.

## Jijel

### Une hausse de 11% dans la production de poissons en 2017

La production de poissons dans la wilaya de Jijel a enregistré en 2017 une hausse de 11% atteignant 3 350 tonnes contre 3 010 tonnes en 2016, a affirmé le chef de service à la Direction locale de la pêche et des produits halieutiques, Ali Bouhedide. S'exprimant en marge de la sixième édition de la manifestation ports et barrages bleus, lancée depuis le port Boudis, le même responsable a indiqué que cette hausse s'ex-

plique par «l'amélioration des facteurs climatiques ayant prévalu durant l'année écoulée». Quinze tonnes de déchets ont été collectées lors de cette opération, a souligné le même responsable détaillant que des huiles ont été également récupérées par la société Naftal. Des agents de la commune de Jijel et ceux du centre d'enfouissement technique (CET) de Beniahemd de la commune de Kaous ont assuré le nettoyage des coins du

port de Boudis. La manifestation ports et barrages bleus a pour objectif, selon Ali Bouhedide, de sensibiliser les citoyens sur les risques de la pollution maritime et de lutter contre cette dégradation du milieu qui constitue un danger pour les produits halieutiques, source de vie pour de nombreux professionnels de la pêche. La wilaya de Jijel compte trois ports de pêche, Boudis, Ziama Mansouriah et El Aouna, en cours de réalisation avec une

capacité d'accostage de 505 unités, et deux plages d'échouage dans la commune de Sidi Abdelaziz et à Ouled Bounar relevant de la commune de Jijel et totalisant une capacité d'accostage de 90 unités, a-t-on appris auprès des services de la Direction de la pêche et des produits halieutiques. La wilaya de Jijel compte une flottille composée de 345 unités dont 76 sardi-niers et 17 chalutiers.

T. Kh./APS



Maroc

# La visite suspecte d'un responsable américain fait scandale aux Etats-Unis

■ Le déplacement du patron de l'Agence de protection de l'environnement américaine (EPA), Scott Pruitt, au Maroc s'est transformé en scandale aux Etats-Unis, lorsque de nouvelles révélations ont confirmé que la visite a été mise à profit pour servir des intérêts diplomatiques marocains.

Par Sara H.

Le bras armé du président Donald Trump en matière d'environnement, qui fait déjà l'objet d'une controverse majeure en raison de son train de dépenses élevées qui revient cher au contribuable américain, a dû faire face ces derniers jours à de nouvelles accusations concernant sa visite suspecte au Maroc, qui a été facilitée par un lobbyiste, Richard Smotkin, recruté par l'ambassade du Maroc à Washington. Face aux suspensions de manipulation entourant cette visite, le camp démocrate au Sénat a demandé un audit sur le coût et l'objectif de ce voyage

## Tunisie Début des opérations de vote pour les élections municipales

LES BUREAUX de vote ont ouvert hier pour les premières élections municipales en Tunisie depuis la révolution de 2011, ont rapporté des médias. Débuté à 07h00 GMT, ce scrutin doit faire émerger une nouvelle génération d'élus, à la tête de collectivités locales gérées depuis 8 ans par de simples délégations provisoires. Les électeurs, au nombre de 5 369 892, devront élire leurs représentants dans 350 circonscriptions municipales et 24 conseils régionaux, répartis sur l'ensemble du pays. Cette élection constitue un pas important vers l'instauration de la gouvernance locale et la décentralisation comme le prévoit le chapitre VII de la Constitution. Par rapport aux élections législatives et présidentielles de 2014, le scrutin municipal de 2018 se distingue par le nombre important de circonscriptions et de listes candidates. Quelque 1 055 listes partisanes, 860 indépendantes et 159 listes de coalition se disputent les votes des électeurs. La campagne électorale pour les municipales, lancée le 14 avril avec la participation de 2 074 listes, a pris fin vendredi à minuit. Les résultats seront proclamés dans un délai ne dépassant le 9 mai ou le 13 mai, après examen des recours, a indiqué l'ISIE. Les membres des forces de sécurité et de l'armée avaient voté le 29 avril dernier avec un faible taux de 12%, soit 4 992 votants sur 36,495 mille membres, selon les chiffres fournis par l'ISIE vendredi. Les dernières élections municipales ont eu lieu en 2010. R. M.

de quatre jours qui a coûté plus de 100 000 dollars à l'EPA, selon le *Washington Post*. Aujourd'hui, les démocrates réclament des détails sur le rôle de Richard Smotkin dans la planification de cette visite, durant laquelle il a accompagné l'administrateur de l'EPA en lui organisant plusieurs réunions avec des responsables marocains. Le lobbyiste aurait également été à l'origine des rencontres de Scott Pruitt avec l'ambassadrice du Maroc à Washington, Joumala Alaoui, et le patron de l'Office chérifien des phosphates (OCP), Mostefa Terrab. Quatre mois après ce voyage, Richard Smotkin, a été recruté pour services rendus par l'ambassade du Maroc à Washington, comme lobbyiste chargé de promouvoir les intérêts culturels et économiques du Maroc aux Etats-Unis pour un salaire mensuel de 40 000 dollars. «L'administrateur Pruitt doit fournir des explications sur ce voyage», ont indiqué deux sénateurs démocrates, Tom carper et Sheldon Whitehouse, dans un communiqué conjoint. Les deux démocrates s'interrogent surtout sur les motivations ayant incité le patron de l'EPA à évoquer durant sa visite au Maroc le développement de projets de gaz naturel liquéfié, alors qu'il est chargé de la gestion d'une agence de protection de l'environnement. Cette mission relève strictement des prérogatives du département de l'Energie américain, ont-ils affirmé. «Nous pensons que développer une industrie (que Pruitt) n'est pas chargé de régler est une mission qui n'entre pas dans le cadre de son travail, c'est troublant. Maintenant après que nos questions répétées sont restées sans réponse, nous apprenons que ce voyage était aussi œuvre d'un lobbyiste et ami personnel de Pruitt qui représente

maintenant le gouvernement marocain», ont-ils dénoncé. La semaine dernière, l'élu démocrate à la Chambre des représentants, Chellie Pingree, a demandé à Pruitt, lors de la deuxième audition consacrée à cette affaire controversée, de s'expliquer sur l'objectif de sa visite et sur les raisons l'ayant poussé à discuter de projets de GNL avec le gouvernement marocain. «Je ne peux absolument pas imaginer qu'un administrateur de l'EPA partirait là-bas pour promouvoir des ventes d'énergie. Nous avons un département de l'Energie, vous devriez réfléchir à certains enjeux sur le gaz naturel liquéfié et pourquoi vous étiez de l'autre côté», a-t-elle déclaré lors de cette audition. Scott Pruitt a répondu qu'il s'est rendu au Maroc pour négocier l'aspect environnemental d'un accord de libre-échange qui est en cours de négociations entre les deux pays. Mais a reconnu qu'il a avait longuement discuté de la question du GNL avec la partie marocaine car l'ambassadrice, Joumala Alaoui, lui a demandé d'évoquer ce dossier une fois rendu au Maroc.

## Le rôle troublant de Smotkin

Selon les révélations du *Washington Post*, le rôle de Smotkin dans l'organisation de cette visite soulève bien des questions inquiétantes. En effet, les lois fédérales américaines interdisent aux fonctionnaires d'utiliser les ressources de l'Etat pour aider financièrement des amis, des parents ou des personnes avec lesquelles ils ont des liens personnels. Smotkin, un ancien lobbyiste chez Comcast, le numéro un du câble aux Etats-Unis, a contribué à fixer l'agenda de la visite et a



Ph. &gt; D. R.

même assisté à des entretiens entre le chef de l'EPA et des membres du gouvernement marocain, a révélé le *Washington Post*, citant deux sources proches du dossier. «La participation du lobbyiste soulève des questions quant à savoir si Pruitt est parti au Maroc pour renforcer la position de Smotkin au Royaume», a déclaré mardi dernier Larry Noble, directeur principal de «Campaign Legal Center», une association de Washington qui milite pour plus de transparence dans le financement électoral et porte plainte contre les groupes suspects de fraude. «Cela montre, à tout le moins, une énorme négligence et cela soulève des questions d'éthique entre Smotkin et Pruitt», a-t-il soutenu. De nombreux détails de ce voyage sont restés secrets, en particulier ceux concernant le rôle inhabituel de Smotkin dans cette visite officielle, alors que

l'Agence EPA s'est défendue lundi dernier en affirmant qu'elle n'était pas au courant des relations d'affaires entre le lobbyiste et le gouvernement marocain. Le *Washington Post* évoque, à ce titre, le projet du gouvernement marocain portant sur la construction d'un terminal gazier en mesure d'alimenter les centrales électriques et les usines de phosphate en GNL importé des Etats-Unis. Deux semaines avant cette visite suspecte, des responsables marocains ont annoncé qu'ils allaient lancer les appels d'offres relatifs à ce projet qui devrait être implanté sur le site de Jorf Lasfar, précise le quotidien américain. La démarche, rappelle-t-on, obéit à un plan déjà finalisé par le gouvernement marocain portant sur le développement de l'industrie du GNL pour répondre aux besoins du marché interne.

S. H./APS

Libye

## Le pays a besoin d'équipements militaires adéquats pour combattre le terrorisme

Le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohamed Siala, a appelé la communauté internationale à soutenir la demande libyenne au sein du Conseil de sécurité de l'ONU en vue de «lever l'interdiction sur l'importation de certains types d'armes nécessaires à la lutte antiterroriste», rapporte l'agence Sputnik. La communauté internationale «doit appuyer, au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, la requête libyenne de lever l'interdiction sur l'importation de types d'armes nécessaires à la lutte antiterroriste et à l'équipement de la garde présidentielle», a indiqué le chef de la diplomatie libyenne, vendredi à Douchanbe (Tadjikistan), lors de la conférence internationale sur la lutte antiterroriste. Selon M. Siala, «l'interdiction de l'exportation de l'armement vers la Libye,

imposée à la Libye sous prétexte d'éviter d'envenimer le conflit, a beaucoup influé sur nos capacités à faire face aux actes terroristes». Le ministre libyen a dénoncé à cette occasion, l'acte terroriste perpétré mercredi dernier à Tripoli contre le siège de la Haute commission électorale libyenne (HNEC) et qui a fait 16 morts et plusieurs blessés. Le chef de la diplomatie libyenne est arrivé à Douchanbé, en provenance de Moscou où il a effectué une visite de deux jours. Dans la capitale russe, Mohamed Siala s'est entretenu avec le vice-ministre russe, représentant spécial du Président pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, Mikhaïl Bogdanov, et a rencontré des représentants de grandes entreprises russes. Selon un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères, la

réunion entre MM. Siala et Bogdanov a permis d'évoquer «les développements de la situation en Libye, tout en mettant l'accent sur la nécessité de consolider les efforts internationaux sous l'égide de l'ONU dans la perspective d'un règlement rapide du conflit dans ce pays». La partie russe a en outre réaffirmé son «soutien à l'intégrité territoriale de la Libye et à la mise en place d'un dialogue national durable afin de faire sortir le pays de la crise prolongée, et ce, à travers les contacts avec les représentants des différentes forces politiques en Libye». Les deux parties ont également examiné une série de questions mutuellement bénéfiques portant sur la coopération multiforme russo-libyenne.

Farid L.



Irak

# Les déplacés, ces oubliés de la campagne électorale

■ Des tentes du Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) sont fixées à des tiges de fer, des habits sèchent dans la poussière, des enfants marchent pieds nus harcelés par des mouches. Des habitants font la queue devant des toilettes publiques pour hommes et femmes.

Par Rosa C.

Si la campagne bat son plein en Irak pour les législatives du 12 mai, les camps où vivent des centaines de milliers de déplacés sont totalement oubliés des candidats.

Dans la province occidentale d'Al-Anbar, le camp numéro 7 près de Khalidiya respire la pauvreté. Là, les gens ont tout perdu durant la guerre contre le groupe jihadiste État islamique (EI) achevée en décembre avec l'annonce de la «victoire» par le Premier ministre Haider al-Abadi.

Des tentes du Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) sont fixées à des tiges de fer, des habits sèchent dans la poussière, des enfants marchent pieds nus harcelés par des mouches. Des habitants font la queue devant des toilettes publiques pour hommes et femmes.

Il n'y aucune affiche électorale et les candidats évitent de faire campagne dans cette flaque de misère au milieu du désert, entourée d'une barrière en fer et gardée par des policiers qui empêchent les habitants de sortir sans autorisation.

«La campagne est absente des camps et aucun candidat ne s'y rend bien que les voix des déplacés soient très importantes.



Ils sont des milliers et leurs bulletins pourraient compter lourdement», reconnaît Hikmat Zeydan, un dirigeant du Rassemblement pour l'unité de l'Irak qui présente

cinq candidats à Al-Anbar. Dans les neuf camps de cette province, les autorités ont recensé 30.000 électeurs.

«Mais, ajoute-t-il, les politiciens ont peur de se retrouver en situation délicate car ils n'ont rien fait pour favoriser le retour des déplacés et ces derniers ne font plus confiance aux politiciens».

Il reste environ 2 millions de déplacés et selon la commission électorale, sur plus de 8 000 bureaux à travers le pays, 166 seront installés dans 70 camps répartis dans huit des 18 gouvernorats du pays.

Au total, 285 564 déplacés pourront y voter. Mais rares sont ceux qui affirment désirer le faire.

Pour les inciter à voter, explique à l'AFP Saad al-Ithauoui,

qui chapeaute la commission électorale dans la province, il leur suffira de présenter une pièce d'identité alors que les autres électeurs doivent retirer leur carte d'électeur biométrique.

Dans ce camp numéro 7, Oum Ahmed, 47 ans, a pris sa décision. «Je ne voterai pas tant que mon fils aîné ne sera pas revenu. D'ailleurs, personne n'est venu s'enquérir de nous», lance cette Irakienne, son voile noir cachant en partie son visage. Cela fait deux ans qu'elle n'a pas revu sa maison à Saqlaouiya, dans la province d'Al-Anbar, un ex-fief de l'EI, ni son fils âgé d'une vingtaine d'années, qui a été enlevé, selon ses dires, il y a trois ans. Les déplacés affirment que leurs maisons ont été

détruites dans les combats et réclament le retour des hommes «disparus», dont beaucoup ont été tués ou arrêtés par les autorités car soupçonnés d'appartenir à l'EI.

Originaire de Qaïm, vêtue d'une longue robe traditionnelle verte et coiffée d'un foulard noir, Oum Maher, 50 ans, s'abstiendra aussi, car elle est sans nouvelles de son mari et de son fils.

«Je ne leur fais pas confiance. S'ils veulent nos voix, qu'ils nous rendent nos enfants et nos maisons», dit-elle.

Dans la province de Diyala, au nord-est de Bagdad, 15 000 déplacés pourront théoriquement voter. Mais c'est un véritable casse-tête car ils viennent de quatre provinces différentes. A Samarra, Jassem al-Joubouri, candidat sur la liste de M. Abadi, justifie son désintérêt pour les deux camps de déplacés de la province de Salaheddine (nord).

«On n'a pas mis d'affiches électorales et on ne s'est pas déplacé car la plupart sont des familles de Daech», un acronyme arabe de l'EI, dit-il.

Cas exceptionnel: Abdel Bari Abbas, un déplacé vivant dans le camp de Baharka, dans la province d'Erbil, a fait sien l'adage «on est jamais mieux servi que par soi-même».

Ce professeur d'arabe de 48 ans, qui a fui Baaj à l'ouest de Mossoul il y a trois ans, s'est porté candidat et fait aujourd'hui campagne dans le camp.

Lui qui n'avait jamais fait de politique, s'est lancé dans la course électorale parce que «seul un déplacé peut résoudre leurs problèmes». «Ma famille et la majorité des habitants de Mossoul ont dû beaucoup lutter. C'est pourquoi il faut un candidat pour faire entendre leur voix», dit cet homme en costume et cravate noire. «Je me suis promis, que même si je suis élu, ma famille et moi resterons dans ce camp».

R. C.



## Points chauds

### Pénalisations

Par Fouzia Mahmoudi

Si à l'occasion de chaque manifestation en France, des incidents, plus ou moins graves, se produisent, alimentant les critiques du parti majoritaire en place ainsi que celles de l'opposition, cette année la marche du 1<sup>er</sup> Mai, a fait naître une polémique qui ne semble pas vouloir s'éteindre. Et après la question de savoir de quel bord politique étaient les casseurs de la manifestation, aujourd'hui il s'agit pour certains d'agir et de punir les fauteurs de troubles. En effet, le toujours très actif député de Les Républicains des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti, a déposé cette semaine une proposition de loi visant à renforcer l'interdiction de dissimulation du visage, lors des manifestations. À la peine d'amende déjà prévue dans la loi (1 500 euros et 3 000 euros en cas de récidive), il propose d'ajouter une peine d'emprisonnement de six mois. Le député rebondit sur les violences et dégradations commises le 1<sup>er</sup> mai par les black-blocs, groupe de personnes au visage caché par un bandana ou une cagoule. Sur La Chaîne Parlementaire (LCP), le député avait réagi aux violences ayant eu lieu durant la manifestation du 1<sup>er</sup>-Mai estimant ne «pas comprendre qu'on puisse aller dans une manifestation masqué et cagoulé» et plaidé pour une sanction de «ceux qui manifestent [...] en dissimulant leur visage». Il estime que le «caractère contravenant» prévu par la loi du 11 octobre 2010, qui interdit de masquer son visage sur la voie publique, «n'est plus adapté». Selon lui, il faut «sans doute monter dans la hiérarchie des sanctions et pénaliser cette infraction». Dès mercredi dernier, le groupe Les Républicains au Sénat avait d'ailleurs annoncé son intention de déposer une «proposition de loi anti-casseurs» dans le but d'«introduire dans notre droit une responsabilité pénale et pécuniaire collective de ceux qui, en bande, cassent et brûlent ce qui leur tombe sous la main». Reste à savoir si cette proposition de loi, qui ne sera certainement pas approuvée par la gauche et l'extrême gauche, trouvera des échos au sein de la majorité parlementaire. F. M.

Russie

## Poutine s'apprête à être réinvesti à la présidence

Vladimir Poutine s'apprête à être réinvesti aujourd'hui à la présidence de la Russie pour un quatrième mandat courant jusqu'en 2024, après avoir déjà été aux commandes du pays depuis 18 ans en tant que chef d'État ou de gouvernement.

Réélu en mars avec 76,7% des voix, soit le score le plus élevé depuis son arrivée au pouvoir, M. Poutine s'est imposé plus que jamais comme l'homme fort d'une Russie qu'il a replacée au premier rang sur la scène internationale, au prix de tensions croissantes avec les

Occidentaux. Arrivé très loin devant ses adversaires avec une participation supérieure à la présidentielle de 2012, il a remercié les Russes, le soir de sa réélection, et a dit voir dans cette large victoire «la confiance et l'espoir de notre peuple».

L'opposition et des ONG russes ont fait état de milliers d'irrégularités, parmi lesquelles du bourrage d'urnes et des électeurs emmenés par autocars entiers sous la pression de leur employeur.

La cérémonie d'investiture de Vladimir Poutine a été précédée

par une série de manifestations anti-Poutine organisées samedi dans toute la Russie à l'appel du principal opposant au Kremlin, Alexeï Navalny.

Ces rassemblements, qui avaient été interdits par les autorités, ont souvent été dispersés par la force et ont débouché sur plus d'un millier d'arrestations, dont celle de M. Navalny.

Déclaré inéligible en raison d'une condamnation pénale qu'il estime orchestrée par le Kremlin, Alexeï Navalny n'avait pas pu se présenter lui-même à l'élection présidentielle.





«Le printemps des arts» au Palais de la culture à Alger

## Les œuvres d'une centaine de plasticiens exposées au public

■ Une exposition réunissant plus de cinq cents œuvres d'une centaine de plasticiens s'est ouverte samedi après-midi au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, à Alger. C'est dans le cadre de l'exposition «Le printemps des arts» que différents thèmes sont abordés par les participants.

Par Abla Selles

La manifestation «Le printemps des arts», une exposition réunissant les œuvres d'une centaine d'artistes peintres et sculpteurs de différentes régions du pays, a été inaugurée samedi au Palais de la culture, à Alger. Cette grande exposition organisée par le ministère de la Culture comporte également des espaces réservés à une dizaine de galeries d'art qui ont chacune sélectionné des artistes à présenter. La première édition du Printemps des arts a été inaugurée par le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, accompagné par plusieurs personnalités politiques et culturelles. Dans une scénographie sobre, les salles du Palais de la culture Moufdi-Zakaria ont été transformées en galerie d'art pour accueillir les œuvres d'artistes peintres comme Asmahan Mezouar de Tlemcen, Hadia Hadjress de Tiaret, Hamia Abdelali de Ouargla, Karim Tidafi de Tipaza, Mohamed Chafa Ouzzani de Béjaïa, Ismaïl Oubah de Djelfa, Lahcen Chetti d'El Oued, Sadek Boudiar de Tebessa, Hacène Boudraâ de Constantine ou



encore Mohamed Bakli de Ghardaïa. Ces artistes ont exposé des travaux de différentes écoles de peinture, allant du réalisme au contemporain en passant par le figuratif et l'orientalisme et l'abstrait, le tout décliné en différentes techniques et généralement sur des supports classiques. Plus connus pour leur travaux souvent exposés des artistes comme Djahida Houadef, Leila Boutamine Ouldali d'Oran, Mustapha

Guedjati de Sétif ou encore Abdelkader Belkhorissat de Sidi Bel-Abbès, prennent également part à cette manifestation qui vise d'abord à «offrir un espace de rencontre et d'échange entre professionnels» des arts plastiques et à identifier les acteurs de cette discipline, a indiqué le ministre de la Culture. Beaucoup moins représenté que la peinture, la sculpture était également présente avec les œuvres d'un des doyens de la sculpture algé-

rienne, Mohamed Massen, celles inspirées de la bijouterie de Redha Skander, ou encore les œuvres très remarquées du jeune sculpteur Rachid Mouaffaq de Batna. Parmi les galeries d'art, «El Yasmine» a marqué sa présence en présentant les œuvres d'une vingtaine d'artistes différents ayant déjà exposé dans cette galerie dont Kenza Bourenan, Orza Tanem, Hassiba Hafiz, Mustapha Nedjaï, Debladji Said, Nouredine Ferroukhi,

Abderrahmane Aidoud, ou encore Moncef Guita. Une touche plus contemporaine caractérise la sélection de la galerie «Seen Art» qui propose aux visiteurs des œuvres de Malek Salah, Rachid Djemaï, Bardi, Hcen Drici, Karim Meziani ou encore Yasser Amer, alors que le choix de la galerie «Sirius» s'est porté sur des artistes installés comme Karim Sergoua, Valentina Ghanem et le photographe d'art et plasticien Mizo. Dans le cadre de cette exposition, une journée d'information sur le marché de l'art est prévue le 10 mai pour débattre de thèmes liés à la protection des artistes, à la réalisation des œuvres d'art, leur cotation et autre acquisition. Avec plus de 500 œuvres exposées, la manifestation «Le printemps des arts» se poursuit jusqu'au 12 mai.

A. S.

Festival culturel européen à Alger

### Tatina Garrido présente «Flamenco intime» aux Algérois

Un spectacle de danse flamenco de la célèbre danseuse ibérique Tatiana Garrido, a été présenté, samedi soir à Alger, devant un public de fans enchanté. Représentant l'Espagne au 19<sup>e</sup> Festival culturel européen en Algérie, «Flamenco Intimo» est un spectacle exclusif mettant en valeur le flamenco, une des danses culturelles les plus anciennes du pourtour méditerranéen. Accompagnée par Juan Manuel Granados et Javier Rodriguez au chant et José Manuel Caeizares à la percussion, la danseuse, vêtue d'une robe rouge, a gratifié le public, nombreux d'ailleurs à assister à ce spectacle, de danses sublimes. Mettant en jeu la tragé-

die, la violence, des émotions et des codes de communication, ses danses reflètent une maîtrise parfaite du langage du corps, soutenues par des percussions rythmées générées par le claquement des pieds (zapateado) et des mains (palmas). En deuxième partie de cette soirée, le danseur Jasiel Nahin a dansé sur des chants modernes, tout en restant dans la danse ibérique gracieuse, festive et rythmée. Les claquements de pieds sur le sol qui répondent aux accords de guitare procurent un enchantement et une ambiance sonore agréable, applaudis par l'auditoire. Issue d'une famille d'artistes, Tatiana Garrido a été inspirée et formée par sa mère, María

Guardia Gomèz (Mariquill), figure emblématique du flamenco et par d'autres grands maîtres comme Mario Maya, Javier Barin et Antonio Canales y Rafael de Carmen. A seulement 13 ans, elle a grimpé la scène mythique de l'Auditorium Manuel de Falla de Grenade, avant de créer, trois ans plus tard, sa propre compagnie de danse avec laquelle elle a parcouru plusieurs pays, notamment les Etats-Unis, l'Allemagne, le Portugal, la Turquie et la Chine. En plus de s'intéresser à la danse contemporaine, elle se forme auprès du danseur Andrés Williams, membre du Ballet national de Cuba.

F. H.

#### RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Musée des beaux-arts d'Alger**  
Jusqu'au 15 mai :

Les œuvres de quatre artistes peintres turcs exposées sous le thème «L'amitié par les couleurs».

**Palais des raïs, Bastion 23 (Basse-Casbah, Alger)**  
Jusqu'au 10 mai :

Exposition de photographies «Fragments de la nature» de Wassila Alilatene.

**Galerie Seen-Art (Delybrahim, Alger)**  
Jusqu'au 17 mai :

Exposition «Hors Cases» des artistes El Meya, Bardi et l'Homme jaune.

**Galerie d'Art Dar-El-Kenz (Chéraga, Alger)**  
Jusqu'au 17 mai :

Exposition «Arc-en-ciel et bleu de Chine» de Souhila Belbahar. Vernissage le jeudi 3 mai à partir de 15h.

**Galerie Essou'Art**  
Jusqu'au 24 mai :

Exposition «Pacte avec la lumière» de Djahida Houadef.

Festival international de l'Inchad de Constantine

### Le Turc Ismail Jouchar en ouverture

La septième édition du Festival international de l'Inchad de Constantine s'est ouverte samedi soir au théâtre régional Mohamed-Tahar-Fergani, dans une atmosphère tout en spiritualité créée par le Turc Ismail Jouchar.

Le mouchid, qui se produit pour la première fois en Algérie, a donné le ton en ouvrant la soirée, glorifiant et louant les grandes vertus du Sceau des prophètes (QSSSL) et son message d'amour, de paix et d'espoir pour l'humanité. A la voix chaude et puissante, mouchid et récita-

teur du saint Coran, Ismail Jouchar a chanté en arabe et en turc des chants et des madihs puisés du patrimoine de son pays et de celui des pays arabes, subjuguant les spectateurs, visiblement conquis.

L'artiste a déclaré, au terme de son concert, être «heureux» de se retrouver à Constantine, affirmant «adorer» l'inchad, un genre musical par lequel il assure oeuvrer à diffuser «le beau message» de l'islam dans le monde, pour qu'il soit «perçu et compris par le plus grand nombre». A l'ouverture de cette 7<sup>e</sup>

édition du Festival international de l'inchad, le représentant du ministre de la Culture, Djamel Foughali, a valorisé les efforts déployés pour perdurer un rendez-vous culturel «incontournable». De son côté, le commissaire du festival, Abdelaali Louhouah, a déclaré que cette septième édition promet «de riches spectacles» qui seront animés par des sommités internationales et «offre une belle fusion de modernité et de tradition, puisée de diverses origines arabes, musulmans et européennes». Devant se poursuivre

jusqu'à mardi prochain, la 7<sup>e</sup> édition de Festival international de l'inchad propose les troupes El Anis, menée par le mouchid Abderrahmane Bouhbil de Constantine, Athrane Nedjerdjer de Tizi Ouzou et les mouchidines Nacer Mirouh de Constantine et Abdelhamid Benserradj de M'sila. Les troupes Inoudja d'Allemagne, El Ferdaous d'Espagne et les artistes Mokdad Shili de Tunisie et Mohamed Amine Termidi de Jordanie, sont également à l'affiche pour cette édition.

M. K.



Ligue 2 Mobilis (28<sup>e</sup> journée)

**Le MOB revient en L1, le CRBAF rétrogradé**

LE MO BÉJAÏA a assuré son accession en Ligue 1 Mobilis de football samedi, en battant le CA Batna (1-0) pour le compte de la 28<sup>e</sup> journée, ayant vu la lanterne rouge, le CRB Ain Fakroune, relégué officiellement en palier inférieur à deux journées de l'épilogue. Candidat au maintien, le CAB avait tenu bon pendant tout le temps réglementaire, avant de craquer dans la deuxième minute du temps additionnel, devant Belkacemi (1-0). Un précieux succès qui procure aux Crabes

sept longueurs d'avance sur le 4<sup>e</sup>, la JSM Béjaïa, faisant que même s'ils venaient à perdre leurs deux derniers matchs, ils feront quand même partie des trois clubs qui accéderont en Ligue 1. La lutte pour les deux autres billets d'accession en Ligue 1 Mobilis s'annonce acharnée entre plusieurs clubs. Pour sa part, la lanterne rouge CRB Ain Fakroune a été officiellement relégué au palier inférieur à l'issue de cette 28<sup>e</sup> journée, car sa défaite chez le GC Mascara (3-1) le maintient dans les abysses du classement, avec 10 longueurs de retard sur l'actuel premier non reléguable, le WA Tlemcen. Un retard insurmontable vu qu'il ne reste plus que six points à prendre d'ici le tomber de rideau, faisant que les «Tortues» soient déjà condamnées au purgatoire.

**Résultats et classement :**

|            |     |
|------------|-----|
| GCM- CRBAF | 3-1 |
| WAT-RCR    | 2-1 |
| MCS- RCK   | 2-0 |
| CABBA-JSMB | 2-0 |
| ABS -ASAM  | 2-3 |
| M CEE -ASO | 1-0 |
| MOB-CAB    | 1-0 |
| ASMO- JSMS | 5-1 |

|                       | Pts | J  |
|-----------------------|-----|----|
| 1). MO Béjaïa         | 56  | 28 |
| 2). AS Ain M'lila     | 51  | 28 |
| 3). CABB Arréridj     | 50  | 28 |
| 4). JSM Béjaïa        | 49  | 28 |
| 5). ASO Chlef         | 45  | 28 |
| 6). JSM Skikda        | 41  | 28 |
| 7). MC Saïda          | 39  | 28 |
| 8). RC Relizane       | 36  | 28 |
| 9). RC Kouba          | 35  | 28 |
| -). ASM Oran          | 35  | 28 |
| 11). A Boussaâda      | 34  | 28 |
| -). MC El Eulma       | 34  | 28 |
| 13). WA Tlemcen       | 33  | 28 |
| 14). GC Mascara       | 31  | 28 |
| 15). CA Batna         | 28  | 28 |
| 16). CRB Ain Fakroune | 23  | 28 |

**Coupe d'Algérie jeunes catégories et dames 2018**

**Résultats des finales :**

**U15 garçons :**

RC G Oran- Paradou AC 0-3

**U16 garçons :**

MC Saïda- RC Relizane 1-1 (RC Relizane aux TAB)

**U17 garçons :**

AB Boussaâda- ES Sétif 1-3

**U19 Garçons :**

USM Alger - ES Sétif 1-0

**Réserves garçons :**

USM Alger - Paradou AC 1-1 (USM Alger 4-3 aux TAB)

**U17 Filles :**

ASE Alger-Centre - JF Khroub 2-2 (ASE Alger-Centre aux TAB)

**U20 filles :**

CF Akbou- JF Khroub 1-1 (CF Akbou 3-1 aux TAB)

**Seniors Dames**

AS Sûreté Nationale- FC Constantine 1-1 (FC Constantine 4-2 aux TAB)

**Championnat d'Algérie d'aviron à Tipasa**

**Les équipes de la Ligue d'Oran haut la main**

LES ÉQUIPES de la ligue d'Oran ont dominé, de bout en bout, les épreuves du Championnat d'Algérie d'aviron (messieurs-dames) clôturées samedi au niveau du barrage Boukerdane de Tipasa, après deux jours de compétition entre plus d'une centaine de concurrents représentant 12 équipes. Au classement par équipes, le club sportif universitaire d'Oran s'est adjugé la première place du podium avec 117 points, suivi en 2<sup>e</sup> position par le club de sports nautiques d'Alger et le club d'aviron d'Oran avec 52 points, et en 3<sup>e</sup> position par l'équipe militaire qui a obtenu 14 points. Dans le classement par catégories, les équipes oranaises ont également eu le dernier mot, puisque les minimes

du club d'aviron d'Oran ont obtenu la première place de leur catégorie avec 27 points, au moment où les cadets du club sportif universitaire d'Oran se sont adjugés la première place de leur compétition avec 36 points, au même titre que les seniors classés premiers de leur catégorie avec 59 unités, selon les résultats communiqués par les organisateurs. Selon la directrice des sélections nationales, Assia Sedki, ce championnat, inscrit au titre du programme de la saison sportive 2017/2018 de la Fédération algérienne des sociétés d'aviron et de canoë-kayak (FASACK), a enregistré la participation des ligues d'Alger, d'Oran et d'Annaba, avec l'absence remarquée de la ligue de Béjaïa.

Ligue des champions africaine/Après la défaite des Sétifiens

**ESS-MCA déjà décisif !**

■ La rencontre comptant pour la deuxième journée de la Ligue des champions d'Afrique qui opposera, au stade du 8-Mai 1945, l'Entente locale et le Mouloudia d'Alger sera déjà décisive, pour les deux formations algériennes dans cette C1 africaine.



Les Sétifiens dos au mur après cet échec au Congo

Par Mahfoud M.

En effet, ayant raté le coche lors de cette première journée avec un nul à domicile pour le Doyen et une lourde défaite à l'extérieur de ses bases pour l'Aigle Noir, les deux formations ambitionnent de l'emporter pour se relancer dans la course à la qualification au dernier carré de cette compétition. Le Mouloudia n'aura à s'en prendre qu'à lui-même avec ce nul enregistré à domicile, dû principalement à des erreurs de débutants, avec le geste inutile de Mebarakou et la grave bourde de Chaouchi qui a déserté sa cage, ce qui avait permis à Ahadad d'ouvrir la marque. Le Doyen, fragilisé après la série

de contre-performances en championnat, se doit de se refaire une santé s'il ne souhaite pas sortir les mains sur la tête encore une fois après avoir déjà raté les objectifs du championnat et de la Coupe d'Algérie. De son côté, l'Entente de Sétif ne semble pas s'être remise de ses deux défaites respectivement face au PAC et au NAHD à domicile, en enregistrant une défaite très lourde face à la formation congolaise de TP Mazembe sur le score sans appel de (4/1). Surpris dès la 10' par un but précoce de Ben Malango, les Sétifiens se sont vite ressaisis, égalisant dès la 12' par Chemseddine Nessakh. Cependant, la pression des Congolais était telle qu'ils ont concédé un penalty à la 23', qui

fut transformé par ce même Ben Malango, ayant réussi à prendre le gardien Mustapha Zeghba à contre-pied. Après la pause, les Sétifiens ont essayé de revenir dans le match, notamment par Rachid Nadjji, auteur de plusieurs actions dangereuses, mais la réussite était du côté des «Corbeaux», ayant réussi à ajouter deux autres buts. Le premier par Elia Meschak (62'), et le second par Nathan Sinkala, ayant transformé un penalty à la 81'. Avec cet échec, les Sétifiens sont dans une situation très difficile, notamment sur le plan psychologique et doivent se ressaisir s'ils souhaitent ne pas flancher dans cette compétition encore. M. M.

**Equipe nationale de football A'**

**Bennacer jouera face à l'Arabie saoudite**

Le milieu de terrain international algérien d'Empoli, Ismail Bennacer, a été convoqué pour le match amical de l'équipe nationale de football A', composée de joueurs locaux, mercredi prochain face à l'Arabie saoudite au stade de Carranza à Cadix, en Espagne (18h30, heure algérienne), a annoncé le club italien, promu en Série A, sur son site officiel. «*Bien que cette rencontre soit en dehors des dates de la Fifa, Empoli a consenti à libérer Bennacer pour ce match amical face à l'Arabie saoudite au vu des excellentes relations existant avec la Fédération algérienne (FAF), qui a anticipé le retour au club du*

*joueur en mars dernier*», a souligné Empoli dans un communiqué. En effet, le sélectionneur national, Rabah Madjer, a accepté en mars dernier de libérer Bennacer et le mettre à la disposition de son club pour pouvoir jouer un match en championnat de Série B, alors qu'il se trouvait en stage avec les Verts. Bennacer a joué le premier match amical face à la Tanzanie (4-1) disputé le 22 mars à Alger, avant d'être libéré à quelques jours du second test face à l'Iran (défaite 2-1) à Graz (Autriche). Madjer avait dévoilé le 4 avril une liste de 24 joueurs, en plus cinq réservistes, pour ce stage de préparation qui a débuté vendre-

di, en vue de ce rendez-vous préparatoire contre l'Arabie saoudite, qualifiée à la prochaine Coupe du monde 2018 en Russie (14 juin à 15 juillet). Le match contre l'Arabie saoudite sera le deuxième pour l'équipe A', après celui disputé le 10 janvier dernier contre le Rwanda (victoire 4-1) au stade d'El-Menzah à Tunis. Outre la rencontre contre l'Algérie, les Saoudiens disputeront un autre match amical contre la Grèce, le 15 mai à Séville. Au Mondial-2018, l'Arabie saoudite évoluera dans le groupe A avec la Russie (pays hôte), l'Uruguay et l'Egypte.

**Arabie saoudite**

**Doukha devrait signer à Al-Raed**

LE GARDIEN de but international algérien d'Ohod (Div.1 saoudienne de football), Azeddine Doukha, a trouvé un accord pour un contrat de deux saisons avec Al-Raed, l'autre pensionnaire de l'élite saoudienne, a annoncé le quotidien sportif *Al-Riyadhiya*. Selon la même source, Al-Raed a réussi à convaincre Doukha en dépit des

contacts qu'il a reçus notamment de la part d'Ennasr. Al-Raed a assuré vendredi son maintien en première division en battant Al-Kawkab en play-down (aller 4-1, retour 1-0). Doukha (32 ans) avait rejoint le championnat saoudien en 2017 en provenance du NA Hussein-Dey (Ligue 1, Algérie). Il s'est vite mis à l'évidence en devenant l'un

des meilleurs gardiens de but du championnat saoudien. Il s'agit de la première expérience du natif de Chlef à l'étranger, lui qui avait porté les couleurs de l'ASO Chlef, du MO Béjaïa, du MC Alger, de l'USM El-Harrach, de la JS Kabylie et du NA Hussein-Dey. Il a porté le maillot de la sélection algérienne à 11 reprises de 2011 à 2016.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Cinéclub

## Merzak Allouache appelle les cinéastes à chercher des fonds de financement commun

**LE RÉALISATEUR** Merzak Allouache a appelé, samedi, les jeunes cinéastes à se rapprocher des «réseaux de financement» pour la réalisation de leurs films, car le cinéma repose aujourd'hui sur le financement commun. Invité d'honneur de la 3<sup>e</sup> édition du cinéclub, organisé mensuellement par le Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel (CNCA), M. Allouache a affirmé que les cinéastes doivent s'enquérir de l'opération de distribution et de montage financier. «Le cinéaste doit chercher d'autres modes de financement, en se rapprochant des réseaux de financement et du monde de la distribution, tout en s'enquérant de l'opération de montage financier, car la production cinématographique repose aujourd'hui sur le financement commun», a-t-il soutenu. Le réalisateur algérien les a exhortés à s'informer du fonctionnement de ces réseaux, relevant, à ce propos, que «le financement de l'Etat n'est pas suffisant pour la production d'un film, c'est pourquoi les cinéastes doivent aller chercher d'autres sources de financement». Il a indiqué, en outre, que les jeunes cinéastes algériens avaient du mal à produire leurs films, contrairement à sa génération qui était soutenue par des producteurs très coopératifs. S'agissant de ses projets, M. Allouache a fait savoir qu'il était en train de tourner un nouveau film, sans fournir d'amples détails, indiquant qu'il était actuellement occupé à accompagner la distribution et la projection de son film «Madame courage» dans les salles de cinéma algériennes, par l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), et dont l'avant-première est prévue ce mois-ci à la salle Atlas (Bab El Oued). Né en 1944 à Alger, M. Allouache a poursuivi ses études au Centre national du cinéma algérien (CNCA), pour investir ensuite le monde du cinéma, en réalisant plusieurs films dont son œuvre magistrale «Omar Gatlatou», «Bab El Oued City» (1993), «Alger-Beyrouth» (1998), «L'autre monde» (2001), «Harraga» (2003), «Le repentis» (2012), «Madame courage» (2015) et bien d'autres. **B. M.**

## Lutte antiterroriste à Skikda et Jijel

### Destruction de deux bombes et une mine

**UNE CASEMATE** contenant deux bombes de confection artisanale a été détruite samedi lors d'une opération de fouille menée par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la wilaya de Skikda, tandis qu'une mine de fabrication artisanale a été détruite par un autre détachement à Jijel, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et de ratissage menée à Ain Kechra, wilaya de Skikda (5<sup>e</sup> Région militaire), un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 5 mai 2018, une casemate contenant deux bombes de confection artisanale, une quantité de vivres et divers objets, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a détruit une mine de fabrication artisanale à Jijel (5<sup>e</sup> Région militaire)», note la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP «ont intercepté, lors d'opérations distinctes menées à In Guezam (6<sup>e</sup> Région militaire), 7 contrebands et saisi un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, un chargeur de munitions garni, 4 motocyclettes, 9 détecteurs de

métaux, 9 groupes électrogènes et 7 marteaux piqueurs, alors qu'un autre détachement a saisi, dans la même zone, 3,6 tonnes de denrées alimentaires et 400 litres de carburant destinés à la contrebande, en coordination avec les services des Douanes», relève le communiqué.

D'autre part, des gardes-côtes «ont déjoué à Tlemcen (2<sup>e</sup> Région militaire) une tentative d'émigration clandestine de 10 personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale, tandis que des détachements combinés de l'ANP ont arrêté 36 immigrants clandestins de différentes nationalités à Tlemcen, Ain Témouchent et Ouargla», conclut le MDN.

**O. N.**

**UNE QUANTITÉ** de plus de 3,18 quintaux de kif traité ainsi que 681 comprimés psychotropes ont été saisis, durant le premier trimestre de 2018, par la Gendarmerie nationale à travers la wilaya de Ouargla, a-t-on appris hier du groupement territorial de la Gendarmerie nationale. Cette quantité de drogue a été saisie dans 43 affaires impliquant 76 individus, dont 24 ont été écroués et le reste remis en liberté, a-t-on indiqué.

## Corée du Nord : Donald Trump prêt à s'entretenir avec Kim Jong-un



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Taurirt-Ighil et Merdj Ouamane / Béjaïa

# Des populations exigent une session APW spéciale sur leurs préoccupations

■ Le trafic sur les RN 12 et 75 a été totalement paralysé hier, suite à la fermeture de ces axes routiers par des habitants très courroucés.

Par Hocine Cherfa

**C'**est sur un coup de colère que les habitants de Taurirt-Ighil ont coupé la RN 12 au chef-lieu de daïra d'Adekar pour exiger la pris en charge de leurs préoccupations restées en suspens suite à la crise qui secoue l'APC et générée par la mésentente entre élus depuis les élections municipales du 23 novembre 2017. Les mécontents réclament, instamment, le rétablissement du réseau au niveau du service de biométrie, ceci en dépit du fait que cette APC a été pourtant débloquée depuis le début du mois d'avril suite à un compromis entre les différentes composantes de l'Assemblée, notamment entre les indépendants et le FLN qui ont décidé de former une alliance pour dépasser les clivages partisans et personnels. Un dénouement heureux intervenu à la faveur de la médiation menée par l'ex-wali qui avait initié

une réunion au siège de la wilaya «dans une ambiance conviviale et fraternelle», soulignait alors la cellule de communication de la wilaya. Une coalition avait été formée par les élus indépendants et ceux du FLN. Un accord avait été signé et portait sur «la mise en service de la biométrie, le partage du pouvoir, le retrait de toutes les plaintes à l'encontre du mouvement associatif de la commune, l'installation de l'exécutif communal...». Depuis, les choses n'ont pas bien évolué, semble-t-il. Par ailleurs, les protestataires exigent le déplacement des autorités de wilaya et du président de l'APW sur les lieux, la tenue d'une session extraordinaire pour aborder les préoccupations citoyennes surtout celles des populations de la commune de Taurirt-Ighil. Pour leur part, les populations de Taghemount et Taslent, dans la localité de Merdj Ouamane, ont fermé hier égale-

ment la RN 75 reliant Amizour et Barbacha. La route a été rouverte après le déplacement du P/APW sur les lieux. Les manifestants exigeaient le revêtement d'une piste menant du lieu-dit Ath Yahia à Taguemout sur 800m environ. Autrement dit, ils demandent à ce que cette piste soit incluse au projet de revêtement de la RN 75. Le P/APW a reconnu la légitimité de la revendication des citoyens et s'est engagé à saisir le wali et les responsables concernés. Notons que cette action a généré une grande perturbation du trafic routier toute la matinée. Il faut relever qu'au-delà du fait que les revendications des populations soient légitimes, les coupures de routes constituent un véritable fléau qui pénalise socialement et économiquement la wilaya et ses populations.

**H. C.**

## Durant le 1<sup>er</sup> trimestre à Ouargla

### Plus de 3 quintaux de kif saisis

Les efforts déployés par les mêmes services dans le cadre de la lutte anti-drogue dans la région ont donné lieu à la saisie, durant l'année dernière, d'une quantité de 5,19 quintaux de kif traité et de 259 comprimés psychotropes, impliquant 116 personnes sur un total de 78 affaires, selon la même source. Les services de la gendarmerie ont relevé l'année dernière (2017) une baisse sensible des quantités de drogue saisies et des

affaires liées au trafic de drogue, par rapport à celles opérées dans cette wilaya durant l'année 2016 et qui avaient atteint plus de 29,39 quintaux de kif traité et 859 comprimés psychotropes, a-t-on rappelé. Il est relevé également, au titre de la même année, 112 affaires et l'arrestation de 182 personnes, dont 53 ont été écrouées.

**Amel L.**